5 MARS 1937 - 2e Année - N° 16 — RÉDACTION, ADMINISTRATION : 7, Rue Meslay — PRIX : 0 fr. 50

la jeune garde

Organe des Jeunesses Socialistes de la Seine (S. F. I. O.)

Bimensuel paraissant le Jeudi

COMITÉ NATIONAL MIXTE
DES JEUNESSES SOCIALISTES
(S. F. I. O.)
JEUNESSES SOCIALISTES
ITALIENNES

A l'aide de nos Camarades Espagnols

SOUSCRIVEZ

pour l'envoi d'un avion sanitaire en Espagne

Listes de souscription à la Fédération des J. S. de la Seine 7, Rue Meslay

ILS VAINCRONT

UN QUART D'HEURE avec J. CALVINO

Délégué du Parti Socialiste Espagnol

Nous avons trouvé le camarade J. Calvino, délégué en France par le Parti Socialiste Espagnol, et nous lui avons posé cette question brûlante d'actualité :

« Que pensez-vous de la non-intervention et du contrôle que vient de décider le Comité de Londres? »

1 — Du point de vue républicain et ouvrier, l'accord de non-intervention, pris en août de 1936, est une tragédie historique. Par crainte que la guerre civile se complique et se transforme en guerre internationale, on interdit au Gouvernement légitime de l'Espagne, contre tout droit, d'acquérir les armes dont il a besoin. La conséquence en est que l'Etat républicain ne peut pas, par manque d'armes, soumettre les rebelles et que ceux-ci, entre temps, s'organisent de manière à livrer pour la seconde fois bataille à la République, après avoir été vaincus dans la première, spécialement à Madrid et à Barcelone.

2 — Dans cette deuxième phase de la guerre civile, l'accord de non-intervention est l'instrument le plus précieux mis au service des rebelles. La République Espagnole ne peut acquérir les armes nécessaires dans les pays démocratiques, comme la France et l'Angleterre qui pourraient les lui vendre; mais en échange les rebelles reçoivent tout ce dont ils ont besoin des Etats fascistes. La non-intervention est une farce sanglante. Si la France et l'Angleterre avaient imposé le contrôle en août 1936, comme elles cherchent à l'imposer maintenant, malgré tout, et bien que le principe en soit injuste, la République Espagnole aurait pu vaincre rapidement les rebelles, car bien qu'elle disposât d'un armement inférieur à celui de ces derniers, qui s'emparèrent de presque tous les dépôts d'armes de l'Etat auquel ils avaient juré fidélité, leur déroute aurait été certaine, grâce à la supériorité numérique de ceux qui s'offraient à combattre pour la République : virtuellement, l'immense majorité du peuple espagnol. Mais l'accord initial de Londres n'a servi qu'à

Non intervention

empêcher les milices de pouvoir s'armer (du fait même que l'accord était respecté par les démocraties occidentales) et qu'à permettre aux rebelles, du fait que les états fascistes violaient cyniquement l'accord, de pouvoir se refaire jusqu'à mettre en péril l'existence de la République.

Juridiquement illégal, bien que bien intentionné, comme principe de droit international et comme politique pratique pour éviter que la guerre ne s'étende à d'autres pays, en réalité l'accord de non-intervention a été, en fait, de la part des démocraties occidentales, un acte de complicité avec les rebelles, naturellement involontaire en ce qui concerne la France, mais tout au moins suspect en ce qui a rapport à l'Angleterre.

3 — Et nous arrivons à la troisième phase. La non-intervention théorique se transforme en une intervention effrontée et gigantesque des Etats fascistes. Cette intervention qui croît de jour en jour en hommes, en armements, non seulement menace la République Espagnole, mais encore le statu-quo international, par le fait que l'Epagne pourrait devenir vassale des états fascistes. L'Angleterre se sent menacée par l'occupation italienne des Iles Baléares, et alors elle conclut avec Romme le « gentlemen's agreement » qui oblige l'Italie à évacuer, au moins temporairement, ces Iles. La France voit également menacées ses communications avec l'Afrique par un essai d'occupation de la zone espagnole du Maroc, essai réalisé par l'Allemagne, et elle s'alarme s'irrite, et oblige l'Allemagne à promettre qu'elle se désintéresse de ces territoires et en général des affaires d'Espagne. Mais ni la France ni l'Angleterre ne se fient plus maintenant aux promesses italo-allemandes, et alors elles décident l'imposition du contrôle, que l'Allemagne et l'Italie acceptent parce que l'alternative : la liberté d'action et de commerce pour les deux premières puissances, pourrait amener une guerre, pour laquelle ni l'Italie ni l'Allemagne ne se sentent prêtes, malgré leur politique de bluff continuel; ou bien conduire à la déroute des rebelles, qui ébranlerait gravement leur prestige international. Le contrôle, donc signifie ceci pour l'Allemagne et l'Italie, un moindre mal et l'espérance encore d'une victoire de Franco; pour l'Angleterre et la France, l'éloignement du fantôme de la guerre, une ratification du « gentlemen's agreement » anglo-italien sur la Méditerranée, et une diminution du danger allemand pour les communications franco-africaines et pour la ligne arrière des Pyrénées. Si en échange du contrôle l'Angleterre et la France ont offert des compensations à l'Allemagne et à l'Italie coloniales, matières premières, emprunt, nous n'en savons rien; mais nous n'en serions nullement surpris.

(Lire la suite page 2, 2e colonne)

EDITORIAL

Et la Solidarité ?

Un membre de notre délégation de retour d'Espagne vient de nous transmettre l'appel de nos camarades qui luttent pour la Révolution contre le fascisme barbare.

Il n'est pas besoin de chercher des mots sonores pour répéter ce que chaque jeune travailleur ne peut plus ignorer. Là-bas, ils se battent avec héroïsme, sans vaine gloriole, ils se battent en hommes qui connaissent la grandeur de leur tâche. Ils meurent avec dignité, en combattant, et ils savent pourquoi ils doivent sacrifier leur vie. Ce ne sont pas des intérêts mesquins qui les poussent. Ils acceptent leur sort avec simplicité, d'autant plus qu'ils n'oublient pas que leur lutte n'est pas nationale, mais que le front de Madrid ou d'Aragon, c'est le front international du prolétariat.

Doivent-ils être les seuls à savoir tout cela et à se sacrifier?

C'est ce que l'on pourrait croire lorsque, passant d'Espagne en France, on rencontre beaucoup d'indifférence chez certains jeunes travailleurs, pour répondre à l'enthousiasme et au dévouement fiévreux de la jeunesse révolutionnaire espagnole.

Et pourtant, non seulement on se bat toujours sur le front. Mais les enfants périssent dans les bras de leurs mères, qui, elles, meurent d'épuisement. Le pain, l'essence, les armes continuent à manquer...

Et pourtant, Malaga est tombée et l'on sait que 8.000 antifascistes ont été assassinés par les fascistes et que les scènes d'horreur se multiplient. Et peut-on espérer voir s'améliorer une situation aussi grave après que le blocus de l'Espagne révolutionnaire prend un caractère encore plus rigoureux qu'auparavant ? Le sort de la Paix étant lié directement à la victoire ou à la défaite de la Révolution Espagnole, les jeunes ont-ils perdu toute leur combattivité et leur espoir, qu'ils restent inertes devant l'étranglement organisé de nos frères espagnols et les dangers de guerre qui ne peuvent que s'accroître par la présence des flottes impérialistes dans la Méditerranée.

Camarades! Ecoutez l'appel de nos frères d'Espagne. Rien n'est encore perdu. La lutte continue pour eux, mais aussi pour nous. Il faut qu'à tout prix le maximum d'efforts soit fait par nous tous pour faire reculer le capitalisme français en s'élevant avec force contre l'étouffement de ceux qui combattent pour nous!

Nos camarades espagnols ont besoin de notre solidarité effective. Il ne suffit pas de quêter pour envoyer un avion sanitaire à Madrid. Il faut ranimer la vitalité de la jeunesse qui se laisse aller au découragement et en donnant au drame espagnol tout son caractère de classe, la placer ainsi à la tête du combat qui doit se poursuivre pour que vive et progresse la Révolution.

Solidarité ! Encore solidarité !

RETOUR D'ESPAGNE

Notre Délégation revient...

Première étape : Barcelone

Depuis le 10 février, la délégation des Jeunesses du Front Populaire de la Région Parisienne fait une enquête en Espagne.

Elle avait plusieurs buts :

1° Apporter le salut de la jeunesse travailleuse de la R.P. à la vaillante jeunesse d'Espagne qui lutte pour sa liberté, pour un avenir meilleur. Elle voulait connaître sur quels points précis son soutien avait à s'exercer;

2° Etudier les modalités de l'unité des J.C. et des J.S. d'Espagne;

3° Chercher à comprendre la situation politique et économique de la nouvelle Espagne sortie de la révolution du 19 juillet.

Avant de donner succinctement les réponses aux trois problèmes qui nous étaient fixés, je pense qu'il serait préférable de faire profiter tous nos camarades de notre voyage, de leur faire vivre ce que nous avons vécu, de leur donner connaissance de ces multiples détails par lesquels il est possible de se faire une opinion. Pour ma part, je dois dire que j'avais laissé à Paris toutes les appréciations que j'avais et que j'étais parti sans aucune opinion favorable ou défavorable sur telle ou telle organisation, sur telle ou telle province, sur tel ou tel homme. Je voulais être le plus impartial possible, et j'ai cherché en quelque sorte à être une pellicule photographique prête à recevoir toutes les images, et mon devoir est maintenant de les rapporter le plus fidèlement et le plus honnêtement possible.

***

Nous sommes partis, Pradet, envoyé de notre organe « La Jeune Garde » et moi-même, délégué du bureau de l'Entente, quelques jours avant le gros de la délégation, et étions à Barcelone lundi 8 au soir.

Ni l'un ni l'autre ne connaissions Barcelone avant la « Révolution ».

En Espagne, on appelle « Révolution » le mouvement de masses qui s'éleva contre les rebelles à partir du 19 juillet. De même, la lutte contre les généraux fascistes est appelée « guerre » et jamais « guerre civile ».

Pourtant, les masses qui, dès le 19 juillet, et très rapidement, repoussèrent les fascistes à plus de 150 kilomètres des frontières de Catalogne, ne réalisèrent pas ce que nous entendons par le mot « Révolution ».

Mais un grand pas fut fait vers la prise réelle du pouvoir politique et économique par les classes laborieuses.

Toutes les grandes entreprises, toutes les sociétés d'intérêts publics, les transports, les banques, les grandes usines qui, pour la plupart, avaient été délaissées par les patrons et par la totalité des ingénieurs, ont été « socialisés ».

Là encore, le terme « socialisé » a une autre signification qu'en France.

En réalité, à part les sociétés d'intérêt public et les entreprises travaillant pour la guerre, les nouvelles organisations des entreprises sont plus près de nos « coopératives ouvrières » que des socialisations.

Nous avons eu l'occasion de visiter des usines et magasins « socialisés ». L'affaire continue à peu près comme par le passé, avec cette énorme différence que les bénéfices, au lieu d'être répartis entre quelques possesseurs d'actions, restent entre les mains des employés ou ouvriers de la maison.

La généralité de Catalogne a donné des instructions dans un décret sur la collectivisation des entreprises, dont nous publierons des passages prochainement, pour que les bénéfices soient employés dans des œuvres sociales pour les employés de l'entreprise.

Toutes les maisons de plus de 100 employés et toutes celles dont les trois quarts des employés voulaient « collectiviser » sont dirigés par des conseils d'entreprise formés par les délégués des employés et ouvriers et le délégué de la généralité.

Près de 40 % des entreprises catalanes sont « collectivisées ». Ce mouvement a beaucoup moins d'ampleur dans le reste de l'Espagne.

Pour expliquer cela, il est nécessaire de donner quelques détails sur la Catalogne, et sur ses rapports avec le reste de l'Espagne.

La Catalogne est la province la plus riche de toute l'Espagne. C'est la plus riche, tant au point de vue sol qu'au point de vue industriel et commercial. C'est là, fait unique en Espagne, qu'il y avait un prolétariat industriel et relativement concentré, et c'est là aussi que les organisations révolutionnaires avaient le plus d'influence.

L'énorme majorité des Catalans, depuis quelque temps déjà, a obtenu un gouvernement de la généralité de Catalogne; toutefois, celui-ci, dans les grandes questions, est sous la dépendance du gouvernement central de l'Espagne.

Actuellement, le gouvernement est composé des différents syndicats et partis.

(Lire la suite page 2, 6e colonne)